

ARISTOCRATIE DU DOLLAR

Comment le Conseil des relations étrangères détermine la diplomatie US



Depuis 60 ans, le Council on Foreign Relations (CFR) conseille le département d'État. Pour chaque conflit, il détermine les buts de guerre dans l'intérêt de ses membres et hors de tout contrôle démocratique. Il participe aussi à l'écriture d'une histoire officielle chaque fois qu'il est nécessaire de condamner les errements du passé et de se refaire une image. Financé par 200 multinationales, il comprend 4 200 membres co-optés parmi lesquels sont choisis la plupart des dirigeants gouvernementaux. L'élite du business élabore la politique étrangère des États-Unis par consensus à huis clos.

page 2

Le cas Timothy Spicer

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Robert Young Pelton dénonce le contrat que l'armée des États-Unis vient de signer avec une société de sécurité en Irak. Pour 293 millions de dollars, les 600 hommes d'Aegis devront superviser le travail de 20 000 mercenaires, issus d'une kyrielle d'entreprises différentes. Or, Aegis n'est autre que la société de Timothy Spicer une personnalité controversée, impliquée dans des affaires de trafic d'armes, des bavures et dans la brutale répression en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

page 7

REPÈRE : 28 JUIN 1969

Au Stonewall, les « tapettes » ne se laissent pas faire

En Europe et aux États-Unis, les années 1940-1960 verront une répression sans précédent de l'homosexualité : des campagnes nazies de castration aux asiles psychiatriques de New York en passant par l'hystérie populaire qui voit en eux des dépravés communistes et perversificateurs d'enfants. En juin 1969, la mairie de New York, dans le cadre des élections municipales, lance une campagne « *Loi et Ordre* » qui cible les noirs, les pauvres et les homos. Au sujet de ces derniers, le chef de la police de la ville parle de « *cafards que la société des gens honnêtes doit écraser sous son pied* ». Le 28, il lance un raid contre un bar de travestis de Greenwich Village, le *Stonewall Inn*. Mais cette fois, les « *tapettes ne se laissent pas faire* » (comme le signale un policier à la radio) et il s'en suit trois jours d'émeutes violentes aux cris de *Queer Power !*. Le mouvement Gay est né. Le *Stonewall Day* est désormais célébré chaque année à travers le monde sous le nom de *Gay Pride*. ■



IRAK « SOUVERAIN » : IMMUNITÉ PÉNALE POUR LA COALITION

Faute d'être parvenue à faire adopter par le Conseil de sécurité de l'ONU une résolution renouvelant l'immunité de ses troupes face aux poursuites de la Cour pénale internationale (CPI), l'administration Bush a renouvelé son propre décret assurant une totale impunité aux soldats et mercenaires basés en Irak. Par un geste qui vide le prochain « *transfert de souveraineté* » de tout sens, les véritables dirigeants de l'Irak ont décrété leur impunité dans le pays qu'ils occupent. Des responsables états-uniens souhaitant rester anonymes ont par ailleurs fait remarquer au *Washington Post* qu'il aurait de toute façon incombé au nouveau gouvernement de prendre cette décision dès son arrivée, ce qui aurait immanquablement miné sa crédibilité. En somme, Washington se serait courageusement sacrifié pour protéger son régime fantoche de la vindicte populaire. (credit photo : *Online Athens*) ■

Aristocratie du dollar

Comment le Conseil des relations étrangères détermine la diplomatie US

Depuis 60 ans, le Council on Foreign Relations (CFR) conseille le département d'État. Pour chaque conflit, il détermine les buts de guerre dans l'intérêt de ses membres et hors de tout contrôle démocratique. Il participe aussi à l'écriture d'une histoire officielle chaque fois qu'il est nécessaire de condamner les errements du passé et de se refaire une image. Financé par 200 multinationales, il comprend 4 200 membres co-optés parmi lesquels sont choisis la plupart des dirigeants gouvernementaux. L'élite du business élabore la politique étrangère des États-Unis par consensus à huis clos.



Dans une émission de télé-réalité, NBC a sollicité des ministres en exercice et d'anciens ministres pour simuler leur réaction en cas de nouvelle attaque terroriste. Pour reconstituer les conditions réelles, les officiels sont assistés par des dirigeants du CFR qui les conseillent en direct.

Pendant la Première Guerre mondiale, le président Woodrow Wilson nomme le journaliste progressiste Walter Lippmann sous-secrétaire à la Guerre. Il est chargé de constituer un groupe secret de 125 universitaires de haut niveau, « L'Enquête », pour étudier les opportunités d'étendre le libéralisme dans le monde à la faveur de la Première Guerre mondiale [1]. Il travaille en étroite collaboration avec le conseiller spécial du président, le colonel Edward Mandell

House. Le rapport final, Les Buts de guerre et les clauses de paix qu'ils requièrent [2], servira de base aux célèbres *Quatorze points* de Wilson.

On qualifie souvent cette démarche d'idéaliste (faire le bien de l'Humanité sans elle) par opposition au réalisme (défendre ses intérêts propres sans se préoccuper des grands principes). En réalité Wilson mène les deux à la fois : il entend étendre la démocratie, mais se réserve le droit d'envahir le Mexique ou d'annexer Haïti. Aujourd'hui, les néo-conservateurs se réclament de cette tradition : vouloir démocratiser le Grand Moyen-Orient et commencer par bombardier l'Afghanistan et l'Irak.

À l'armistice, Wilson se rend en Europe pour participer personnellement à la Conférence de paix de Versailles. Il est accompagné de cinq collaborateurs directs, dont le colonel House, qui emmène avec lui 23 membres de « L'Enquête ». La délégation états-unienne impose sa méthode de travail à ses partenaires : il n'est pas question de discuter des traités de paix, État par État, avant que l'on ait défini ce que sera la paix. Elle tente de faire partager sa vision de ce que l'on nommera plus tard, la globalisation : un monde ouvert au commerce, sans douanes, ni règles, et une Société des Nations (SDN) qui prévient les guerres. Ce projet sera largement amendé par les Européens, puis finalement rejeté par le Congrès des États-Unis désavouant Wilson.

En marge de la Conférence de paix, les délégations britannique et états-unienne décident de créer une sorte d'Académie binationale qui poursuivrait et mettrait à jour les travaux de « L'Enquête » pour aider les deux gouvernements à définir conjointement leur politique étrangère à long terme. Il est convenu que cet Institut anglo-états-unien pour les Affaires internationales sera organisé en deux sections autonomes, l'une à Londres, l'autre à New York.

Cependant, de son côté, Elihu Root (secrétaire d'État qui avait organisé les interventions à Cuba, à Saint-Domingue et au Honduras, et a néanmoins obtenu le prix Nobel de la Paix) avait déjà créé un Conseil pour les relations étrangères (Council on Foreign Relations - CFR). Cette association rassemblait une centaine de personnalités, mais ne fonctionnait pas vraiment. « L'Enquête » fusionna donc avec ce CFR pour former la branche états-unienne du dispositif, tandis que les britanniques créaient l'Institut royal des Affaires internationales (Royal Institute for International Affairs - RIIA) à Chatham House.

Les règles de fonctionnement du CFR et de Chatham House sont celles, classiques, des sociétés de pensée : les participants sont invités à citer à l'extérieur les propos tenus, mais à ne jamais révéler l'identité de leurs auteurs. En outre, à cette époque, les deux clubs sont réservés aux ressortissants nationaux et exclusivement masculins. Mais la tonalité des débats évolue différemment au Royaume-Uni (tourné vers son Empire) et aux États-Unis (en proie à l'isolationnisme). Cette divergence apparaît dans les titres de leurs revues respectives : *Foreign Affairs* (Affaires étrangères) pour le CFR, *International Affairs* (Affaires internationales) pour le RIIA.

Pendant l'entre-deux-guerres, le CFR passe de 300 à 663 personnalités à New York, choisies par cooptation. Ils représentent toutes les sensibilités politiques,

sauf bien sûr les isolationnistes. Le CFR est grassement financé par des dons privés, notamment ceux de la Fondation Carnegie, et non pas par l'État fédéral qu'il conseille. Des clubs identiques sont créés dans huit grandes villes états-uniennes.

À la fin des années trente, le Conseil se divise sur l'attitude à adopter face au militarisme nippon et à l'Allemagne nazie. En définitive le club prend partie : le directeur de l'époque Hamilton F. Armstrong et le secrétaire, Allen W. Dulles, publient un retentissant opuscule *Peut-on être neutre ?*. Dès l'invasion de la Pologne, en 1939, c'est-à-dire deux ans avant que la Maison-Blanche ne décide l'entrée en guerre, le CFR commence à plancher sur les buts de guerre. Il poursuivra ses travaux d'expertise jusqu'à la fin des hostilités. Une centaine d'universitaires rédige les *Études sur la paix et la guerre* [3], en 682 mémoires, à l'attention du département d'État. Les recherches sont financées par la Fondation Rockefeller à hauteur de 350 000 \$. Elles serviront de base à la convocation des Conférences de Dumbarton Oaks (création du FMI et de la Banque mondiale) et de San Francisco (création de l'ONU).

À la fin des hostilités, Allan W. Dulles, qui a servi pendant la Guerre mondiale au sein de l'OSS [4], est élu président du CFR. La première initiative du Conseil est de tirer le bilan de la guerre pour le compte de l'administration Truman. Cette fois, c'en est un peu trop. D'éminents historiens protestent contre la monopolisation de la recherche historique par un club d'intérêts privés articulé à l'État fédéral. Dans la pratique, le CFR est le seul à avoir accès aux archives gouvernementales et peut écrire une Histoire officielle sans craindre d'être contredit.

Le nombre d'adhérents ne cesse de croître et atteint rapidement le millier. De manière à couvrir tous les secteurs de la société, les administrateurs du CFR décident d'ouvrir le club à des personnalités moins fortunées : les dirigeants syndicaux de l'AFL-CIO [5].

C'est encore le Conseil qui élabore la doctrine de la Guerre froide. *Foreign Affairs* publie anonymement un article retentissant, « Les sources du comportement soviétique » [6]. Il s'agit en fait d'une analyse du général George F. Kennan de retour de Moscou. Il décrit le communisme comme intrinsèquement expansionniste, et assure qu'il ne tardera pas à représenter une menace plus grave encore que le IIIe Reich. Une sorte de paranoïa s'empare du Conseil, où beaucoup interprètent à tort cet article comme l'annonce d'une attaque militaire imminente des Soviétiques. Quoi qu'il en soit, le président Harry S. Truman charge Kennan d'élaborer le *National Security Act* qui met en place l'appareil secret d'État (état-major interarmes permanent en temps de paix, CIA et Conseil national de sécurité). Spontanément, les hommes du CFR arrivent aux postes de responsabilité de ces institutions secrètes de l'État fédéral, notamment Dean Acheson, Charles Bohlen, Averell Harriman, Robert Lovett et John McCloy. En retour, ces institutions utilisent le CFR pour prévenir tout retour de l'isolationnisme dans les élites et pour mobiliser celles-ci au service du Plan Marshall [7].

Cependant, le tournant effectué par l'administration Truman, lorsque Kennan est limogé au profit de son adjoint Paul H. Nitze [8] et que la Guerre froide

évolue du simple *containment* à l'affrontement indirect, est une réaction au premier essai atomique soviétique et se décide hors du CFR.

Durant les années cinquante, le Conseil étudie la doctrine nucléaire. Des groupes de travail *ad hoc* sont créés en 1954 et 1955. Les minutes des réunions sont rédigées par un jeune universitaire proche du complexe militaro-industriel, Henry A. Kissinger [9]. Après le premier essai atomique chinois, en 1964, le CFR planche sur la Chine et préconise une politique d'ouverture. Elle est adoptée par Richard Nixon, qui l'annonce dans *Foreign Affairs*, puis progressivement mise en œuvre par Kissinger devenu secrétaire d'État de Nixon.

C'est dans cette période que la Ford Foundation [10] se joint aux donateurs. De brillants universitaires sont engagés comme Zbigniew Brzezinski ou Stanley Hoffman.

Poursuivant la même technique, le CFR rédige des études historiques à la fin de la guerre du Viêt-Nam. Une Histoire officielle est publiée sous la signature de 22 personnalités de très haut niveau. Comme en 1945, les élites états-uniennes décident elles-mêmes les crimes qui doivent être reconnus et absous, et ceux qui peuvent être occultés et doivent donc tomber dans l'oubli. On démet Nixon, et l'on feint de tirer des leçons du passé pour pouvoir tourner la page et prétendre une nouvelle fois à la bonne volonté.

David Rockefeller de la Chase Manhattan Bank (devenue la JP Morgan Chase) prend la présidence du CFR en 1970. Il ouvre timidement le club aux femmes et recrute des jeunes. Il crée un poste de directeur exécutif qu'il confie à l'ancien secrétaire d'État de Carter, Cyrus R. Vance, puis un Conseil consultatif international (la France y est représentée par Michel Rocard, le Canada par Brian Muroney).

Après l'effondrement de l'URSS, le CFR établit la nouvelle ligne politique du pays en publiant dans *Foreign Relations* un article de Samuel Huntington, « Le clash des civilisations » [11].



Séance de travail au Council on Foreign Relations.

Le Council on Foreign relations est actuellement présidé par Richard N. Haass, un ancien conseiller diplomatique du président Bush père devenu adjoint de Colin L. Powell dans l'administration Bush fils. Il passe pour être l'un des mentors de Condoleezza Rice. Le chairman est Peter G. Peterson, un banquier proche des Bush. Plus de 200 multinationales financent le club à hauteur de

plus de 7 millions de dollars par an. Il comprend 4200 membres et emploie 50 chercheurs. *Foreign Affairs* est vendu dans le monde à 125 000 exemplaires.

Tout au long des soixante dernières années, le CFR a élaboré les stratégies à long terme du département d'État en établissant un consensus à l'intérieur des élites états-uniennes (isolationnistes exclus) hors de tout contrôle démocratique. Il a fixé les buts de guerre de tous les conflits où les États-Unis se sont engagés en fonction des intérêts de ses membres. Dans ce système, la guerre n'est pas « *la continuation de la politique par d'autres moyens* », selon la formule de Clausewitz, mais la continuation du libre-marché. Parallèlement, la définition des stratégies de guerre est revenue à la Rand Corporation comme conseil du département de la Défense. Le Council on Foreign Relations a également élaboré une Histoire nationale consensuelle qui crédite le mythe d'un interventionnisme désintéressé et nie les souffrances infligées par Washington au reste du monde. Enfin, le CFR a contribué à exporter le modèle politique états-unien en cooptant des dirigeants étrangers.

[1] Quelques années plus tard, Walter Lippmann deviendra l'un des théoriciens du libéralisme par opposition à la planification initiée par Franklin Roosevelt pendant le New Deal. Cf. « [Friedrich von Hayek, pape de l'ultra-libéralisme](#) » par Denis Bonneau, *Voltaire*, 4 mars 2004.

[2] *The War Aims and Peace Terms its Suggests*.

[3] *War and Peace Studies*.

[4] L'OSS donne naissance à la CIA, dont Dulles deviendra directeur.

[5] Voir l'enquête de Paul Labarique « [AFL-CIO ou AFL-CIA ?](#) » et « [1962-1979 : l'AFL-CIO et la contre-insurrection syndicale](#) », *Voltaire* des 2 et 11 juin 2004. Parmi les responsables de l'AFL-CIO qui entrent au CFR, notons David Dubinski, Robert J. Watt, Lane Kirkland, Thomas R. Donahue et Glenn Watts.

[6] « [The Sources of Soviet Conduct](#) » par Mr. X, *Foreign Affairs*, juillet 1947.

[7] *The CIA and the Marshall Plan* par Sallie Pisani, University Press of Kansas, 1991.

[8] Paul Nitze était marié à Phyllis Pratt, une héritière de la Standard Oil. C'est dans la maison de famille des Pratt, aimablement offerte, que le CFR est installé depuis 1944.

[9] « [Le retour d'Henry Kissinger](#) » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 28 novembre 2002.

[10] « [La Fondation Ford, paravent philanthropique de la CIA](#) » et « [Pourquoi la Fondation Ford subventionne la contestation](#) », *Voltaire*, 5 et 19 avril 2004.

[11] « [La Guerre des civilisations](#) » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 4 juin 2004.

Le cas Timothy Spicer

Analyse

Robert Young Pelton dénonce, dans le *Los Angeles Times*, le contrat que l'armée des Etats-Unis vient de signer avec une société de sécurité en Irak. Pour 293 millions de dollars, les 600 hommes d'Aegis devront superviser le travail de 20 000 mercenaires, issus d'une kyrielle d'entreprises différentes. Or, Aegis n'est autre que la nouvelle société de l'ex-colonel des Scots Guards, Timothy Spicer, une personnalité controversée, impliquée dans des affaires de trafic d'armes et des bavures. Si l'espace accordé par le quotidien ne permet pas à Pelton de donner plus de détails, celui-ci a publié, il y a six mois, un ouvrage documenté où il aborde le cas Spicer. Ancien porte-parole des forces de l'ONU en Bosnie, Spicer créa la société Sandline qui fut chargée, en 1998, par le gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée de mettre fin à la rébellion du Front de libération de Bougainville. Spicer conclut un accord avec les mercenaires sud-africains d'Executive Outcomes. Il déploya des hélicoptères d'attaque contre des populations primitivement armées et pratiqua l'assassinat ciblé de leurs chefs. Loin de résoudre le problème, son intervention décupla la violence, provoquant en réaction la mutinerie des forces régulières du pays. Ce précédent sinistre aurait dû alerter le Pentagone : quelles seront les conséquences des initiatives de Spicer en Irak ?

Autre aspect de la gestion militaire catastrophique des crises : Edward Girardet, spécialiste de l'action humanitaire en Afghanistan, alerte les lecteurs du *Christian Science Monitor* sur la dégradation de la situation dans ce pays. Cinq travailleurs de Médecin sans frontières ont été tués, probablement par les hommes de Gulbbudin Hekmatyar. Et celui-ci pourrait bientôt contrôler la majeure partie du pays. Il faut donc déployer plus de troupes (de l'OTAN) sur place pour rétablir la paix. Selon une technique classique, cet article comprend plusieurs affirmations dérangeantes, qui manifestent d'apparentes qualités de courage et de sincérité. Mais il profite de l'effet créé pour fausser quelques données. Premièrement, il est faux que les associations humanitaires en général et MSF en particulier, soient neutres dans ce conflit. Ainsi, Médecins sans

frontières est intervenu, dès 1984, avec un financement de la NED/CIA et a servi (consciemment ou non ce n'est pas le problème) de couverture pour des actions US secrètes. Deuxièmement, ce n'est pas le vide créé par le départ de l'armée rouge qui a conduit les Talibans au pouvoir. Ceux-ci ont été choisis par les Etats-Unis et l'Arabie saoudite et installés techniquement par le Pakistan. Washington ne les a laissé tomber que lorsque Bill Clinton a sollicité les voix des féministes pour sa réélection. Troisièmement Hekmatyar ne surgit pas du néant. Dans les multiples rebondissements de l'histoire afghane, il a plusieurs fois été l'allié des Occidentaux, et pas seulement il y a vingt ans.

Joel Mowbray de la *National Review* prend la défense de Paul Wolfowitz dans le *Washington Times*. La rumeur accuse le numéro 2 du Pentagone d'être complice d'Ahmed Chalabi dans l'affaire d'espionnage au profit de l'Iran. Le *New York Times* a prétendu mensongèrement que ses collaborateurs avaient été soumis au détecteur de mensonge. Bref, en cette période d'élection présidentielle, et à partir d'une information douteuse (nul ne sait s'il y a eu vraiment espionnage), toutes les factions de Washington règlent leurs comptes les unes contre les autres. Pour notre part, nous émettons l'hypothèse que si des informations ont effectivement été transmises à l'Iran, ce n'est pas pour obtenir son aide en Irak, mais pour l'aider à se défendre et détourner le bellicisme états-unien vers l'Arabie saoudite.

L'ancien conseiller national de sécurité, Brent Scowcroft, s'inquiète dans le *Washington Post* du programme nucléaire iranien. Selon lui, il faut s'assurer que l'Iran ne puisse pas développer de bombe en lui interdisant de fabriquer le combustible et de conserver les déchets. Et il faut faire de même avec le Brésil. L'exposé semble logique, mais il ne résiste pas à l'analyse : aujourd'hui les techniques nucléaires sont toutes duales, elles peuvent toutes avoir des applications à la fois civiles et militaires. Les exigences US reviennent à interdire aux pays émergents de se doter d'une industrie nucléaire qui leur fournisse l'énergie nécessaire à leur développement économique. Depuis le sommet du G8, la lutte contre la prolifération de la bombe devient à l'évidence un moyen pour maintenir la suprématie économique des Grands. Les quatre ministres britanniques et français des Affaires étrangères et de l'Environnement plaident dans *Le Monde* pour une application stricte du Protocole de Kyoto. Selon eux, la lutte contre le réchauffement climatique doit être une priorité pour tous. Les deux pays s'engagent dans cette voie. Toutefois cette analyse devra être complétée en intégrant les données sur l'épuisement des énergies fossiles et sur le recours au nucléaire.

Enfin, Vaclav Havel déplore, dans une tribune publiée simultanément dans le *New York Times* et l'*International Herald Tribune*, l'évolution du Zimbabwe. Selon l'International Crisis Group de George Soros, le président Robert Mugabe a détruit toute vie démocratique tout en maintenant les apparences d'institutions démocratiques. Le pays s'enfoncé dans la violence et dans la pauvreté. Pour valider son analyse, M. Havel se targue d'avoir renversé pacifiquement le totalitarisme en République tchèque et compare la situation actuelle du Zimbabwe, où Mugabe installe un pouvoir noir, avec celle de l'Afrique du Sud de l'apartheid. Le procédé est grossier : outre que la « révolution de velours » tchèque n'a de révolution que le nom, on ne peut certainement pas assimiler le régime de Mugabe à un apartheid noir. Cet

amalgame vise à évacuer une autre dimension du problème : la réforme agraire par confiscation des grands domaines (détenus par des Blancs) et redistribution aux pauvres (massivement Noirs).

Réseau Voltaire

Robert Young Pelton



Journaliste et écrivain, Robert Young Pelton est l'auteur de *World's Most Dangerous Places* et *Three Worlds Gone Mad*.

« Le mercenaire frappe fort, grâce aux États-Unis »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Mercenary Hits It Big, Thanks to the U.S. », par Robert Young Pelton, *Los Angeles Times*, 24 juin 2004.

Le 25 mai, l'armée des États-Unis a confié à l'ancien officier britannique Tim Spicer et à sa compagnie Aegis, une petite compagnie fondée il y a à peine deux ans, le plus important contrat de sécurité d'Irak puisqu'elle devra assurer la sécurité des 18,4 milliards de dollars d'investissement en projets de reconstruction. Elle devra déployer ses 600 hommes et diriger le travail des autres compagnies de sécurité et de leurs 20 000 hommes. Pour ce contrat, Aegis va toucher 293 millions de dollars et Spicer, qui détient 40 % des parts de l'entreprise, touchera personnellement 20 millions de dollars.

Jusque-là rien ne semble être anormal, c'est le système de fonctionnement américain. Pourtant, il est bon de se renseigner sur Timothy Simon Spicer dont les exploits passés sont bien documentés. Dans ses mémoires, Spicer affirme qu'il avait été engagé par le gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée pour mettre fin à une rébellion. Finalement le Premier ministre fut renversé et Spicer arrêté pour possession illégale d'armes avant d'être relâché. Spicer est aussi la figure centrale d'un scandale de vente d'armes britanniques en Afrique en 1998 qui violait l'embargo de l'ONU sur les ventes d'armes en Sierra Leone. Selon le *Boston Globe*, quand il était encore officier de l'armée britannique, il dirigea une compagnie en Irlande du Nord dont deux hommes furent accusés du meurtre d'un jeune catholique.

Jusqu'ici, Aegis n'a jamais travaillé en Irak, mais Spicer a travaillé dans les Balkans avec Tony Hunter-Choat qui dirige la sécurité du bureau de gestion des programmes de l'**Autorité provisoire de la Coalition**. Aegis a battu des géants comme DynCop lors de l'appel d'offre, mais l'armée refuse de commenter le passé de Spicer, se contentant de rappeler qu'Aegis a présenté toutes les garanties requises. Comme d'habitude, on peut s'interroger sur la façon dont l'US Army recrute ses sous-traitants.



Edward Girardet a été chroniqueur sur l'Afghanistan dans le *Christian Science Monitor* et d'autres publications pendant 25 ans et directeur de Media Action International. Il a rédigé *Essential Field Guide to Afghanistan* pour la série sur l'aide humanitaire dans les zones de conflit pour *Crosslines*.

« Perdre la perspective humanitaire en Afghanistan »

Source : Christian Science Monitor

Référence : « Losing humanitarian perspective in Afghanistan », par Edward Girardet, *Christian Science Monitor*, 24 juin 2004.

Le meurtre brutal de cinq travailleurs humanitaires de Médecins sans frontières (MSF) en Afghanistan au début du mois démontre la détérioration des conditions de sécurité dans ce pays et l'échec des membres de l'OTAN pour y faire face. Depuis début 2004, 38 travailleurs humanitaires ont été tués, principalement par d'ex-Talibans, Al Qaïda ou des nationalistes pachtounes ou islamiques. C'est presque le double de l'année précédente. Les bandits et trafiquants de drogue peuvent également être tenus pour responsables de certaines de ces morts, mais MSF pense que ces attaques étaient surtout motivées politiquement.

Les Afghans et les expatriés pointent de plus en plus l'implication de Gulbbudin Hekmatyar dans ces violences. Cet homme a été soutenu par la CIA dans les années 80 pour lutter contre les Soviétiques. Il mène aujourd'hui le jihad contre Hamid Karzaï et les États-Unis. En dépit des avertissements d'associations humanitaires, de journalistes et de responsables du **département d'État**, la CIA a toujours soutenu les fondamentalistes islamistes dans les années 80 en affirmant qu'ils étaient les résistants les plus efficaces. L'Occident ignore également le danger que représentait l'abandon à eux-mêmes de ces groupes après le départ de l'Armée rouge. Cela a entraîné la guerre civile et l'avènement des Talibans.

Les meurtres d'agents de MSF est également en partie la responsabilité des forces de la Coalition qui, en embarquant les groupes humanitaires dans leurs escadrons, les ont assimilés à des combattants. En distribuant des tracts demandant des informations contre les guérillas en échange de la poursuite de l'aide humanitaire, les forces de la Coalition ont achevé de semer la confusion. Cette violence nuit gravement à la reconstruction car elle pousse les ONG et les agences de l'ONU à limiter leurs opérations et cela prive les Afghans d'aide, ce qui fait naître la frustration. De même, l'ONU ne peut pas enregistrer les électeurs pour les prochaines élections.

Face aux milices, les forces de sécurité afghanes ne peuvent pas grand-chose. Il faudrait aider ces troupes à se développer. Les forces de la Coalition font face aux mêmes problèmes que l'Armée rouge. Il n'y aura pas de solution rapide, il faut une implication à long terme. Si ce n'est pas le cas, alors avec le retour d'Hekmatyar, l'Occident pourrait payer son manque de projet des années passées.

Joel Mowbray



Joel Mowbray est reporter au National Review.

« Passer les rumeurs au détecteur de mensonge »

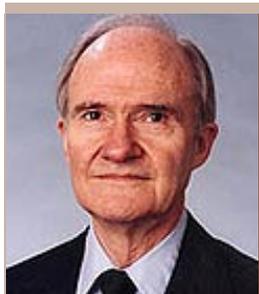
Source : Washington Times

Référence : « Polygraphing rumors », par Joel Mowbray, *Washington Times*, 24 juin 2004.

Le 3 juin, le *New York Times* a affirmé que des employés du **Pentagone** avaient dû passer au détecteur de mensonge dans le cadre de l'enquête sur l'**Iraqi National Congress** d'**Amhed Chalabi**, accusé d'avoir livré des informations classifiées aux Iraniens. Cet évènement n'a pourtant jamais eu lieu, mais le *New York Times* n'a pas présenté ses excuses malgré la preuve de son erreur. Cette enquête est la conséquence de l'affaire Chalabi qui a commencé quand plusieurs sources ont affirmé qu'un agent de renseignement iranien à Bagdad aurait envoyé à Téhéran un message révélant que les États-Unis avaient réussi à déchiffrer leurs codes secrets, un message qui aurait été envoyé dans ce même code. Le 2 juin, la veille de l'article du *New York Times* le quotidien faisait déjà sa « une » sur cette affaire. La croyance commune veut désormais que les membres du Pentagone passés au détecteur de mensonge soient les subordonnés de **Paul Wolfowitz** et **Douglas Feith**. Il résulte des articles du *New York Times* que les personnes qui sont visées dans cette affaire sont les ennemis de la CIA et du **département d'État** : les faucons et Chalabi. C'est exactement ce que voulait la source des articles.

On notera à la décharge du *New York Times* que certaines personnes sont bien passées au détecteur de mensonge, mais à Bagdad. Le *Times* ne s'est pas contenté de donner une fausse information, il a brisé la déontologie journalistique en ne donnant même pas dans son article la version du Pentagone qui niait les faits, un démenti que le *Washington Post* avait noté pour sa part. Le *New York Times* a terni la réputation de certaines personnes, mais, connaissant ce journal, je pense qu'il ne s'excusera pas.

Brent Scowcroft



Brent Scowcroft (Le 2 de carreau du régime Bush) est président du Forum for

« Un moment nucléaire critique »

Source : Washington Post

Référence : « A Critical Nuclear Moment », par Brent Scowcroft, *Washington Post*, 24 juin 2004.

L'**Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA)** vient de critiquer l'Iran pour ne pas avoir coopéré avec ses inspecteurs internationaux qui enquêtent sur le respect des engagements de Téhéran dans la non-prolifération. Comment faut-il interpréter ces développements ?

International Policy et du Scowcroft Group. Il a été conseiller sur la sécurité nationale des présidents Ford et George Bush père. Il est membre du conseil d'administration du Nixon Center.

De son propre aveu, l'Iran a un programme d'enrichissement d'uranium, une des deux méthodes permettant d'acquérir du matériel nucléaire utilisable à des fins militaires. L'Iran affirme toutefois que son objectif est uniquement le développement d'infrastructures nucléaires civiles, mais la condamnation de l'AIEA doit nous alerter. Le monde est à deux doigts d'une violation majeure du régime de non-prolifération. L'absence de réaction de la communauté internationale face au programme nord-coréen a peut-être déjà fait rentrer ce pays dans les rangs des puissances nucléaires. Si l'Iran est autorisé à développer des structures d'enrichissement de l'uranium, il sera presque impossible d'empêcher les autres pays de faire de même.

Il faut réagir. Déjà, les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne ont pris des mesures, bien qu'insuffisantes, pour traiter cette question. La Russie a aidé l'Iran dans son programme nucléaire, mais elle a exigé de fournir le combustible nucléaire et de récupérer les résidus, ce qui laisse penser que Moscou ne souhaite pas voir Téhéran devenir une puissance nucléaire. Il faut que les cinq pays se rassemblent face à cette question et offrent à l'Iran de fournir tout le combustible nucléaire en échange de l'abandon de son programme d'enrichissement de l'uranium et de la remise de tous les résidus. Ce sera une mesure difficile à accepter pour les États-Unis qui ont beaucoup d'autres reproches à faire à l'Iran, mais la non-prolifération est à ce prix. Si l'Iran rejette ce plan, il sera alors évident que ses fins sont militaires et il faudra prendre des sanctions.

Aujourd'hui, le Brésil également veut développer des structures d'enrichissement de l'uranium. Il ne faudra pas l'autoriser de le faire sous peine de perdre toute crédibilité en divisant les aspirants entre « gentils » et « méchants ». Nous devons lui faire la même proposition qu'à l'Iran.

Jack Straw, Michel Barnier, Margaret Beckett, Serge Lepeltier



Jack Straw est ministre travailliste des Affaires étrangères britanniques.



« Réchauffement climatique : trop tard ? »

Source : Le Monde

Référence : « Réchauffement climatique : trop tard ? », par Michel Barnier, Margaret Beckett, Serge Lepeltier et Jack Straw, *Le Monde*, 25 juin 2004.

Il faut avoir le courage de le dire à nos concitoyens, l'accélération du réchauffement climatique est devenue une donnée structurelle de l'évolution de notre planète. C'est le défi majeur auquel l'humanité doit faire face sur le long terme pour assurer son avenir. Les faits, corroborés par de nombreuses études scientifiques, sont patents. Les phénomènes climatiques extrêmes aussi : canicule de l'été 2003, inondations à répétition, progression de la désertification, fonte de la banquise et des glaciers. Il s'agit de l'illustration des premiers effets du bouleversement climatique. Et, pourtant, la volonté collective des États demeure bien trop faible par rapport à la gravité du défi. Alors que les opinions publiques sont de plus en plus sensibles à ce problème, le processus de négociations multilatérales est à un tournant critique.

Sans céder aux clichés des films-catastrophe, il faut répéter que l'urgence est là.

Ancien commissaire européen français chargé de la politique régionale et ancien président du groupe défense de la Convention européenne, Michel Barnier est ministre français des Affaires étrangères.



Margaret Beckett est la secrétaire d'État britannique à l'environnement.

Serge Lepeltier est ministre de l'écologie et du développement durable.

Alors que le réchauffement naturel de la terre évoluait à un rythme très lent depuis des dizaines de milliers d'années, la croissance exponentielle de la consommation énergétique mondiale a bouleversé l'ordre des choses et le réchauffement climatique évolue 100 fois plus vite que son rythme naturel. Les scientifiques tablent sur un réchauffement de 1,4 à 5,8 degrés à l'horizon 2100, même si des mesures de grande envergure visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre étaient prises dans les prochaines années, alors que lors de la dernière ère glaciaire, on a connu qu'une variation de 5 degrés. Le coût de telles variations sur les générations futures est bien plus important que celui que représente les mesures à prendre pour maîtriser le phénomène.

La France et le Royaume-Uni sont déterminés à faire face à ce bouleversement climatique majeur, en lien étroit avec leurs partenaires de l'Union européenne. L'enjeu immédiat est d'assurer que l'Europe remplisse les engagements pris à Kyoto en commençant par maîtriser l'accroissement de l'émission de gaz à effet de serre dans les années à venir, puis en amorçant sa réduction. Ce n'est qu'à ce prix que notre civilisation pourra continuer sa route, grâce à un développement contrôlé, au service de l'Homme. Cette action est de la responsabilité collective des États. La France et le Royaume-Uni souhaitent l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto, bien qu'il ne s'agisse que d'une première étape, essentielle mais insuffisante.

Il faut dissiper des malentendus. Contrairement à ce que certains affirment la croissance peut aller de pair avec la protection de l'environnement. Ce qui compte, c'est de la rendre la éco-compatible en continuant à faire évoluer nos modes de production et de consommation. C'est le développement durable. De 1990 à 2002, le Royaume-Uni a réduit ses émissions de 15 % avec une croissance de 30 %. L'Allemagne, qui s'est fermement engagée sur la voie des énergies renouvelables, a investi dans des technologies de pointe avec un retour sur investissement important. Quant à la France, elle se situe toujours parmi les pays développés dont les émissions de gaz à effet de serre par habitant sont de loin les plus faibles, du fait notamment de sa politique énergétique. C'est aux États industrialisés de mener une réponse internationale car ils ont une responsabilité historique dans les émissions de gaz à effet de serre, mais déjà des pays en développement s'en préoccupent et mènent des politiques industrielles liées à cette question. La lutte contre le changement climatique constitue un champ d'action privilégié pour l'Europe. L'Union européenne mettra en place en janvier 2005 un système d'échange de quotas et de permis d'émissions qui favorise le développement des industries propres et l'innovation technologique. En France, l'Assemblée nationale vient de donner à la Charte de l'environnement une valeur constitutionnelle et le Royaume-Uni, qui assumera la présidence du G8 en 2005, a inscrit comme ses deux principales priorités le changement climatique et l'Afrique.

Vaclav Havel



Vaclav Havel est l'ancien président de la République tchèque.

« Étrangler la démocratie »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « Strangling Democracy », par Vaclav Havel, *New York Times*, 24 juin 2004.

« When democracy is strangled », *International Herald Tribune*, 25 juin 2004.

Le mois dernier, la République tchèque a rejoint l'Union européenne car elle a atteint le même niveau de démocratie que ses partenaires européens. Cette transition des pays d'Europe centrale et orientale du totalitarisme vers la démocratie n'aurait pas été possible sans le soutien d'une opinion publique mondiale soutenant la démocratie. Cinq ans après notre révolution de velours, ce fut au tour de l'Afrique du Sud de mettre fin à l'apartheid. Cet idéal de liberté doit maintenant toucher le Zimbabwe.

Je me souviens ce que c'est de vivre dans un pays où l'État contrôle tout et cette situation existe encore dans différentes parties du monde. Les dirigeants du Zimbabwe savent que le monde ne coopérera pas avec eux tant qu'ils ne respecteront pas certains critères démocratiques. C'est pour cela qu'ils donnent l'illusion de la démocratie tout en créant des outils légaux leur permettant de la violer. Ainsi, la plupart des membres de l'opposition parlementaire du Zimbabwe ont subi des tentatives de meurtre, des tortures ou des arrestations d'après un rapport publié par l'*International Crisis Group*. Robert Mugabe nomme 20 % des Parlementaires et les élections s'accompagnent toujours de violences. Par la loi, le pouvoir s'est attribué le monopole du contrôle de la presse et une autre loi limite la liberté d'association.

Comme Desmond Tutu, je suis triste de la transformation de cet ancien pays riche et démocratique en un pays où la population vit grâce à l'aide alimentaire. Je souhaite que le Zimbabwe réintègre la communauté des nations.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .